

D'ARCELOR-MITTAL À LA SNCF, UN COMBAT COMMUN DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Le 1er mai, journée internationale de lutte des travailleurs, a été l'occasion de faire entendre la voix de notre classe sociale, face au discours réactionnaire et militariste ambiant, en France aussi bien qu'à l'international : aux États-Unis, pays de naissance du 1er mai, contre Trump et sa politique, en Turquie, contre le régime d'Erdogan, en dépit de la brutale répression de la police qui a arrêté 400 personnes.

Les grèves continuent, n'en déplaisent aux patrons

Face à l'offensive capitaliste, des luttes se déroulent localement, notamment autour de la question des salaires. Les cheminots entament une grève cette semaine, entraînant les cris d'orfraie des ministres et journalistes de connivence dénonçant les « priviléges » des travailleurs du rail. Il faut dire que tout ce beau monde s'y connaît plus que quiconque en avantages indus et en parasitisme social ! Pendant ce temps, la SNCF a réalisé un bénéfice net de 1,5 milliard d'euros en 2024, tandis que les cheminots n'ont touché que 0,5% d'augmentation générale des salaires...

Nationaliser les licenciements ?

La liste des plans de licenciements s'allongent. La semaine dernière, STMicroelectronics, 1,6 milliard de dollars de bénéfice et Arcelor Mittal, 1,3 milliard, ont ajouté leur pierre à l'édifice morbide, en annonçant respectivement 1000 et 636 suppressions de postes en France, dont plus de 200 à Dunkerque pour le sidérurgiste.

Les responsables politiques et syndicaux de gauche se sont alors pressés à Dunkerque pour le 1er mai, avec une solution magique pour sauver Arcelor Mittal : la nationalisation. Le refrain est connu : dans les années 1970, le gouvernement de droite avait nationalisé les hauts fourneaux pour conduire lui-même des « restructurations » qu'avait poursuivies la gauche unie derrière Mitterrand. Résultat des courses, 100 000 postes supprimés en une dizaine d'années et la richissime famille de Wendel, maître historique des forges, indemnisée au centime près.

Bien sûr, nos Ruffin, Tondelier, Faure et Trouvé jurent que la nationalisation permettra de sauver les emplois. Mais ce qu'ils veulent plus encore, c'est sauver

l'acier « français » que les travailleurs fabriquent, au passage, avec un minerai de fer venu du monde entier. Qu'importe, leur nationalisme ne fait pas dans le détail. Ce qui compte pour eux, c'est que l'industrie de l'armement ait à disposition des bobines d'acier ces prochains temps pour fabriquer des engins de mort !

Plutôt se battre ensemble pour les interdire !

Le nationalisme, même de gauche, pas plus qu'aucun protectionnisme fut-il « solidaire » ne sont des solutions à nos problèmes. Car cela revient à s'en remettre chacun de son côté à un État qui n'a jamais défendu les travailleurs, même avec politiciens de gauche à sa tête.

À la SNCF, les directions des syndicats Sud et CGT ont décidé de saucissonner le combat : un jour pour les agents de conduite, un autre jour pour les contrôleurs, encore un autre jour pour les ateliers. Dans les usines qui licencient, les directions syndicales prescrivent également de cantonner la lutte aux frontières de l'entreprise, dans d'interminables négociations. Morceler les forces plutôt que les unir dans un combat général, ce serait la stratégie miracle ? Bien au contraire, il faut trouver le chemin de l'unité dans la lutte, avec en tête que toutes les grandes victoires ont été le résultat de grèves capables de faire boule de neige et de représenter une menace collective pour le patronat.

**Notre vidéo
sur la semaine
de grève
cheminote :**



Le sale travail... de la direction

La direction laisse entendre qu'elle veut s'attaquer au temps de douche dans les TI. Selon elle, se taper la poussière et la fibre de laine de verre, meuler, souder, peindre, graisser, démonter ou tout simplement suer, ce n'est pas salissant. Ces gens n'ont jamais sué au boulot mais prétendent décider pour nous.

Touche pas à ma douche

Nous devrions supporter de prendre un train plus tard ou de se taper les bouchons juste pour avoir le droit de quitter le boulot en étant propres ? La douche froide, c'est pour la direction !



Pouilleux en bleu

Pour la direction, nous ne faisons pas de travaux salissant. Mais pour le DET, ce n'est plus possible de voir « des pouilleux » sortir du TI pour aller chercher un sandwich. Cela donnerait une mauvaise image de la SNCF. Au secours, des travailleurs ! Bienvenue dans la réalité où les travailleurs se salissent pour faire rouler des trains pendant que les patrons en costard ne servent à rien.

Parking pour tous

Les intérimaires se voient refuser l'accès au parking du TI. Ils doivent péniblement trouver à se garer dans les rues et lotissements alentour avec pour résultat la colère des riverains quand ce n'est pas les flics et la fourrière. Les intérimaires ne sont pas des travailleurs de seconde zone.

À quoi sert la générosité du DET ?

Le DET du TI n'était pas avare en compliments sur notre travail lors de ses voeux de début d'année. C'est plus compliqué de passer à la caisse au point de nous sucer la part collective sur la prime. Son blabla sur le fait qu'il s'agit d'une décision nationale n'intéresse que lui. La prochaine fois, qu'il se taise et qu'il paie.

Premiers échos de la semaine de lutte cheminote

À l'heure où nous écrivons, les différentes journées de grève cheminote qui se tiendront du 5 au 11 mai s'annoncent bien. Chez les roulants, à Narbonnes, on anticipe 80% de conducteurs grévistes dès le 5 mai et autour de 50% chez les ASCT. À Tours, ce sera les 9, 10 et 11 mai que les ASCT du TGV seront massivement en grève. Partout en France, la grève sera suivie dans de nombreux dépôts et résidences.

Du côté des Technicentres, à 4 marres (Rouen), deux AG regroupants 150 collègues se sont tenues la semaine dernière. Beaucoup de collègues en ont ras-le-bol des réorganisations.

Dans les Technicentres TGV de région parisienne, la grève s'annonce suivie. À Châtillon, un mouvement local des agents de manœuvre a déjà eu lieu avec un certain succès et la question des salaires fait réagir.

Ça déborde

Le 29 avril, des conducteurs ont envahi une réunion routinière et bien feutrée du groupe de travail sur les roulements. Après la grève très suivie du 11 avril, des collègues syndiqués et non-syndiqués, anciennement et récemment nommés, ont fait passer le message : on ne se laissera pas faire !

Ronron d'en haut

Mercredi 30 avril a eu lieu une table ronde entre la direction et les syndicats. Selon la direction cette table ronde se serait déroulée « dans de bonnes conditions, de manière apaisée et avec une volonté de compréhension de ses partenaires sociaux ».

À quoi sert la concurrence ?

La direction y a annoncé son projet de réduction des découchés. L'objectif ? « Garder toutes nos chances pour gagner les lots ouverts à la concurrence » ce qui implique de « réduire nos charges en nuits d'hôtel et en taxis en moyenne de 35% des RHR chez les ADC et de moins de 10% chez les ASCT ». Le chantage à la concurrence sert à nous sacrifier.

La direction devrait se former

Le 1er mai, la direction a envoyé des roulants en formation sur de nouvelles rames. Ce jour-là on ne travaille pas, même la loi le dit. L'exception ne concerne que la continuité de service. Plusieurs collègues ont refusé ces formations et ont rappelé à l'ordre la direction.

Maniac de la formation

En toute illégalité, la direction a maintenu les formations le 1er mai. Elle a même annoncé qu'elle programmera des formations le jeudi de l'Ascension, les samedis et les dimanches. Pourquoi pas la nuit et à domicile pendant qu'on y est ?

Visiblement, les chefs s'ennuent

Les chefs demandent aux ASCT de faire des rapports pour des peccadilles : retard d'une minute au départ, opérations de contrôle impossibles à bord, retard à l'arrivée de plus de trente minutes, vente d'un billet au barème exceptionnel... Si les chefs cherchent de la lecture, le bulletin « Révolutionnaires » est là !